

Canada - Japan  
Inter-Parliamentary Group



Groupe interparlementaire  
Canada - Japon

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne  
concernant la visite annuelle  
des coprésidents au Japon**

**Groupe interparlementaire Canada-Japon (CJIG)**

**Tokyo, Japon  
du 23 au 26 avril 2014**

# Rapport

L'honorable sénatrice JoAnne Buth, et le député Mike Wallace, coprésidents du Groupe interparlementaire Canada-Japon, ont effectué la visite annuelle des coprésidents du Groupe à Tokyo, au Japon, du 23 au 26 avril 2014. L'objectif principal de la visite était de discuter de l'organisation de la prochaine réunion bilatérale des parlementaires canadiens et japonais qui doit se tenir au Canada. La visite a également permis aux coprésidents de rencontrer le nouveau coprésident et les membres du Comité exécutif du Groupe et de réaffirmer à leurs homologues japonais l'importance des relations entre le Canada et le Japon. Les coprésidents étaient accompagnés de M. Michel Marcotte, secrétaire administratif du Groupe.

## Objectifs

- Discuter des objectifs et de l'organisation de la réunion bilatérale;
- Faire mieux connaître le Canada à Tokyo grâce à des rencontres stratégiques avec des membres de la Diète, des représentants locaux et des chefs d'entreprises japonaises et canadiennes;
- Renforcer les liens entre les parlementaires des deux pays.

Entretien avec l'exécutif de la Ligue d'amitié de la Diète Japon-Canada : Malgré un horaire chargé, compliqué par la visite officielle du président Obama, M. Sadakazu Tanigaki, président de la Ligue d'amitié de la Diète Japon-Canada et ministre de la Justice, ainsi que M<sup>me</sup> Shinako Tsuchiya, la secrétaire générale de la Ligue et vice-ministre en chef de la Santé, du Travail et des Affaires sociales, ont pu s'entretenir avec les coprésidents des consultations parlementaires entre le Canada et le Japon de 2014. Le ministre Tanigaki indique que la Ligue souhaite se rendre au Canada du 2 au 5 septembre et réitère son intérêt à visiter Ottawa et la Saskatchewan. M. Wallace demande que le ministre Tanigaki ou la vice-ministre en chef Tsuchiya avise les coprésidents canadiens de toute activité à inscrire à un programme d'activités. Le ministre Tanigaki dit souhaiter rencontrer son homologue lors de la visite au Canada. Pour ce qui a trait aux sujets à aborder lors des consultations, les Japonais manifestent leur intérêt à discuter de la prévention du récidivisme criminel, de l'immigration et du vieillissement de la population, en particulier les effets sur la main-d'œuvre active. Les autres sujets seront choisis en temps et lieu. À l'occasion du dîner organisé par la Ligue en l'honneur des coprésidents<sup>1</sup>, s'est tenue une réunion-débat animée sur divers sujets que les Japonais pourraient vouloir approfondir lors des consultations annuelles, notamment le maintien de la paix, la population vieillissante, l'immigration, la réforme constitutionnelle, l'aide sociale à l'enfance et le rôle de la femme.

Le ministre Tanigaki qualifie d'entreprise ardue les négociations du Partenariat transpacifique entre les États-Unis et le Japon qui se sont prolongées toute la nuit dernière

---

<sup>1</sup> M. Masaharu Nakagawa a organisé le dîner auquel ont participé M<sup>me</sup> Shinako Tsuchiya, M. Katsumasa Suzuki, M. Asahiko Mihara, M. Yuichi Goto, M. Hiromi Mitsubayashi, M. Nobuguki Tanigaki et M. Taroh Sasaki ainsi que la sénatrice JoAnne Buth, M. Mike Wallace, M. Martial Pagé (diplomate du Canada) et M. Michel Marcotte.

et indique que le cabinet en espère l'issue positive. Il déclare ne pas vouloir les commenter en sa qualité de ministre de la Justice. En outre, il réaffirme l'intérêt du gouvernement quant à l'avancement des pourparlers concernant l'accord de partenariat économique Canada-Japon, sujet discuté en profondeur avec d'autres représentants du Parti libéral-démocrate.

Entretien avec le Parti démocrate du Japon (PDJ) : Les coprésidents rencontrent M. Kaname Tajima, directeur général du Bureau international du PDJ, et M. Yuichi Goto, directeur général adjoint du Bureau international du PDJ et secrétaire général adjoint de la Ligue d'amitié de la Diète Japon-Canada. Le Parti démocrate accueille chaleureusement les coprésidents et entame une discussion franche sur sa perte du pouvoir et les principaux dossiers du Japon. Il appuie en principe les négociations du Partenariat transpacifique en cours (un engagement qui figurait dans leur plateforme électorale de 2012), mais décrie le fait que les négociateurs ne communiquent pas suffisamment de renseignements aux parlementaires. Si le Partenariat transpacifique tarde à être conclu, le Parti démocrate appuiera davantage les autres accords de partenariat économique bilatéraux, comme celui avec le Canada. M. Wallace lui rappelle qu'il est possible de négocier simultanément et le Partenariat transpacifique et l'accord de partenariat économique Canada-Japon.

Concernant l'avenir du Parti démocrate, les deux membres indiquent que la formation politique doit regagner la confiance de l'électorat et donc intensifier ses contacts avec les Japonais dans les circonscriptions. À court terme, le Parti démocrate priorise la réduction de l'écart croissant entre les riches et les pauvres au Japon ainsi que la réforme de l'énergie. Sur ce dernier point, il explique l'évolution de sa politique : même si on vise toujours l'élimination de l'énergie nucléaire d'ici 2030, le Parti reconnaît la nécessité de relancer les réacteurs nucléaires pour stimuler l'économie. Lorsqu'on l'interroge sur la légitime défense collective, M. Goto explique que le Parti démocrate n'a toujours pas de position qui fasse consensus chez ses membres. Dans les faits, certains d'entre eux préconisent une réinterprétation de la notion de guerre énoncée par l'article 9 de la Constitution du Japon (politique actuelle du gouvernement de M. Abe), tandis que d'autres estiment que seule une modification à la Constitution permettrait au pays de participer à un effort de légitime défense collective. Les concitoyens abordent cette question avec les membres du Parti démocrate qui les représentent à la Diète.

Entretien avec le Parti du Nouveau Komeito : Les coprésidents se sont entretenus avec deux membres du parti politique qui forme une coalition avec le Parti libéral-démocrate, soit M. Isamu Ueda, président de la Commission des affaires internationales du Nouveau Komeito, et M. Mitsunari Okamoto, directeur général adjoint du Département international du Nouveau Komeito. Ceux-ci disent appuyer les compromis exceptionnels trouvés par l'ensemble des parties aux négociations du Partenariat transpacifique et espèrent leur conclusion rapide. Ils font observer que, malgré le climat politique des pays participants, le processus de négociation sera laborieux. La coalition demeure forte au dire des membres du Nouveau Komeito, même si les relations entre leur formation et le Parti libéral-démocrate sont parfois difficiles. Les modifications aux conditions de sécurité régionales forcent ces deux partis à collaborer et à trouver des solutions communes. Le Nouveau Komeito a des opinions partagées sur la politique économique du premier ministre Abe, admettant certaines réussites dues à sa politique monétaire et à sa relance budgétaire. Il

reste néanmoins préoccupé que le gouvernement se soit insuffisamment attaché à accroître la productivité du pays. Pour conclure, M. Okamoto demande de quelle manière le Nouveau Komeito peut contribuer aux relations canado-japonaises.

Entretien avec des membres du Parti libéral-démocrate : Les coprésidents rencontrent d'abord M. Koya Nishikawa, président de la commission du Parti libéral-démocrate sur la stratégie du Partenariat transpacifique. M. Nishikawa est membre haut placé du Parti, qui s'occupe des questions commerciales, notamment de l'établissement des cinq secteurs d'activités agricoles sensibles ainsi que de l'accord de partenariat économique entre le Japon et l'Australie. Il a abordé spontanément l'importance de négocier le Partenariat transpacifique séparément de l'accord de partenariat économique Canada-Japon. Il réaffirme que le Japon et le Parti libéral-démocrate sont résolument en faveur de ce dernier. M. Nishikawa et les coprésidents conviennent que l'accord de partenariat économique Canada-Japon sera particulièrement important pour le secteur de l'automobile et l'agriculture. Il indique entre autres choses que le bois d'œuvre canadien revêt de l'importance pour le marché japonais et qu'il souhaite que l'importation de ce produit s'accroisse. Il ajoute que le bœuf demeure un dossier épineux dans son pays en raison de la concurrence de l'Australie et des États-Unis sur le marché japonais.

Le dernier entretien lié à la Diète s'est effectué avec M. Mitsuhiro Miyakoshi, chef des directeurs de la Commission de l'agriculture et des pêches de la Chambre basse. À l'instar de M. Nishikawa, M. Miyakoshi est membre haut placé du Parti libéral-démocrate, qui s'occupe des principaux dossiers préoccupant son Parti, notamment l'agriculture. Ancien sous-ministre principal de l'Agriculture, de la Forêt et de la Pêche, M. Miyakoshi évoque de bons souvenirs de sa visite au Canada et tient en haute considération la qualité des produits agricoles canadiens. Il pose ensuite des questions sur les difficultés liées au transport ferroviaire du grain éprouvées l'hiver dernier. La sénatrice Buth lui explique de manière détaillée les mesures prises par le gouvernement pour améliorer la situation au Canada. M. Miyakoshi estime que le Canada et le Japon devraient avoir peu de questions délicates à régler lors des dernières négociations bilatérales. Lorsque les coprésidents l'ont interrogé à ce sujet, il convient que les pourparlers de l'accord devraient se poursuivre en parallèle de ceux du Partenariat transpacifique. Il mentionne avoir des questions et des réserves quant au système de gestion de l'approvisionnement canadien et dit en avoir discuté avec des groupes agricoles canadiens à Singapour en février dernier. M. Miyakoshi craint qu'à défaut d'une autorisation de négocier des accords commerciaux du président, un climat de confiance ne règnera pas lors des négociations du Partenariat transpacifique avec les États-Unis.

L'entretien avec M. Miyakoshi se conclut par une synthèse des derniers développements en politique agricole à la Diète. Il souligne quatre avancées : a) une réorientation de la propriété foncière à l'utilisation des terres, b) des modifications au type d'aide accordée aux riziculteurs, c) l'établissement d'un programme d'assurance-revenu destiné aux agriculteurs, d) des modifications à l'industrie du riz. Parmi leurs principales sources de mécontentement, les agriculteurs japonais invoquent l'insuffisance de clarté de l'image complète du secteur et de l'aide gouvernementale future. Il faut intensifier les efforts pour expliquer les réformes et programmes du gouvernement d'Abe aux agriculteurs japonais.

Entretien avec M. Hirofumi Nakasone et M. Shigeru Tanaka, membre de la Chambre haute : Les coprésidents étaient censés rencontrer l'influent ancien premier ministre

Yasuhiro Nakasone, président honoraire du Forum parlementaire Asie-Pacifique, mais pour cause de maladie, ce dernier était représenté par son fils et ancien ministre des Affaires étrangères, M. Hirofumi Nakasone. Les coprésidents ont discuté avec M. Nakasone et M. Tanaka, qui est fraîchement élu, de l'avenir du Forum ainsi que des conditions à la tenue de celui-ci.

### **Rencontres avec des représentants du secteur privé**

Rencontre avec les représentants d'Ushio (M. Wallace) : L'entreprise Ushio se dit ravie de son investissement dans Christie Digital, tout particulièrement dans son centre mondial de fabrication et de R-D, situé à Kitchener-Waterloo. Le nombre d'employés est passé de 300 à plus de 700 personnes. D'ailleurs, l'entreprise apprécie le talent en génie de l'Université de Waterloo. Envisageant de poursuivre l'expansion du centre de R-D de Christie Digital, elle cherche le moyen d'envoyer certains de ses ingénieurs à cette université compte tenu des exigences linguistiques élevées de l'institution, notamment le TOEFL. Il est à noter que le président de Christie Digital Canada, membre du conseil d'administration de l'Université, et le député Mike Wallace se sont entretenus à ce sujet en vue de la rencontre avec le président d'Ushio.

Rencontre avec les représentants de Mitsubishi Heavy Industries (sénatrice Buth) : Mitsubishi Heavy Industries (MHI) compte parmi les grandes entreprises japonaises ainsi que parmi les importants entrepreneurs principaux du monde. Sa division Énergie et Environnement fait en ce moment partie d'un consortium de Winnipeg, au Manitoba, avec New Flyer Industries, Manitoba Hydro et Red River College pour mettre au point une plateforme pour autobus électriques destinés au transport en commun. MHI fournit des batteries qui seront installées et mises à l'essai. La sénatrice Buth et les représentants de MHI discutent des perspectives et les défis qui surgiront lors des prochaines étapes du projet, notamment la création de marchés pour les autobus électriques en Amérique du Nord. Les participants discutent d'autres emplois que l'on pourrait faire des batteries de MHI après leur utilisation dans les autobus électriques. MHI souligne que la politique d'achat aux États-Unis freinera peut-être la commercialisation du programme.

Rencontre avec les représentants de JOGMEC (sénatrice Buth et M. Wallace) : Les représentants de JOGMEC discutent des avantages et des inconvénients de l'approvisionnement en gaz naturel liquéfié canadien. Citons le climat commercial favorable et les importantes réserves de gaz à long terme comme avantages. Parmi les inconvénients figurent l'insuffisance d'infrastructures, les préoccupations liées à la préservation de la main-d'œuvre, la perspective d'une hausse inflationniste des salaires causée par de grands projets en concurrence, l'absence de clarté concernant la taxe sur le gaz naturel liquéfié par la Colombie-Britannique et les engagements à l'égard des Premières Nations qui nécessitent le soutien du gouvernement fédéral. Ces préoccupations se fondent sur le projet de gaz naturel liquéfié que le Japon a mené en Australie. Les coprésidents s'engagent à faire part de ces préoccupations aux personnes concernées à Ottawa, assurant les représentants de JOGMEC que le gouvernement fédéral est déterminé à diversifier l'exportation d'énergie.

Déjeuner-réunion avec des représentants de la Chambre de commerce du Canada au Japon (sénatrice Buth et M. Wallace) : La Chambre de commerce du Canada au Japon a

mené ces dernières années des activités de promotion : elle a notamment contribué à l'accord de partenariat économique Canada-Japon, ce qui a été souligné. Elle renforce le message que le Japon joue à nouveau un rôle actif et qu'il attire ainsi l'investissement étranger. Elle soulève des préoccupations concernant le projet de loi sur la citoyenneté, qui empêcherait les Canadiens de troisième génération nés à l'étranger de devenir des citoyens canadiens. Il a été suggéré que le gouvernement doit fixer des limites pour déterminer qui obtiendra la citoyenneté canadienne. Il ajoute que le gouvernement est très satisfait de la mesure et n'a pas l'intention de la modifier. Après discussion, le député Wallace conseille à la Chambre de commerce de soumettre au ministre de l'Immigration une proposition, qui comprendrait une nouvelle catégorie d'immigrants admis pour ce type de personnes. Il est convenu que les membres de la Chambre de commerce organisent une réception pour faire du réseautage, peut-être dans le cadre de l'heure de l'apéritif à l'ambassade, en l'honneur des parlementaires canadiens lors de leur prochain séjour.

Rencontre avec les représentants de Mitsubishi Corporation (M. Wallace) : L'entreprise Mitsubishi cite le Canada comme modèle pour son système financier et comme source d'inspiration pour les réformes nécessaires dans ce domaine au Japon. Sur cette toile de fond combinée au fait que l'entreprise Mitsubishi Corporation tente de convaincre les caisses de retraite publiques du Japon à investir dans des régimes autres que ceux du gouvernement japonais, comme le Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario. S'ensuit une discussion sur les obstacles politiques et législatifs du Japon sur la privatisation des biens de l'État, en particulier les actifs routiers.

Rencontre avec les représentants de JSR Corporation (M. Wallace) : Le député a assisté à un exposé de l'entreprise JSR Corporation et de son orientation stratégique sur les sciences de la vie en vue de la croissance future. L'entreprise JSR possède depuis deux ans 20 % des parts de Natrx, une société de biotechnologies de Burlington (qui compte entre 30 et 40 employés), ainsi qu'un distributeur mondial de ses produits. Les produits de Natrx sont complémentaires, puisqu'ils comblent l'éventail incomplet de produits en sciences de la vie de l'entreprise JSR. S'ensuit une discussion sur les autres débouchés que l'ambassade peut offrir au groupe JSR Life Sciences, où on note son investissement de 30 millions de dollars dans un fonds de capital de risque et son intérêt dans les appareils médicaux.

Rencontre avec les présidents d'Ebara et de sa filiale Elliott (M. Wallace) : En participant à cette rencontre de haut niveau, l'entreprise Ebara exprime son intérêt à l'égard du Canada - particulièrement pour ce qui est de l'approvisionnement des industries émergentes du gaz naturel liquéfié et les sables bitumineux. La filiale Elliott possède des centres de service à Burlington et à Edmonton et compte Nova Chemicals et Suncor parmi ses principaux clients. Elle envisage de poursuivre l'expansion du centre de Burlington par l'embauche d'au moins une personne, car elle estime prometteuses les perspectives commerciales au Canada. Il est signalé qu'on s'inquiète de pouvoir maintenir en poste les ingénieurs compétents par l'offre de salaires concurrentiels. Le député Wallace en prend acte et admet que le gouvernement fédéral en a déjà pris connaissance et qu'il s'emploie à régler la question pour le milieu des affaires.

Visite de l'usine du groupe Nisshin OilliO à Isogo et une séance d'information sur l'entreprise (sénatrice Buth) : La sénatrice Buth participe à une visite de l'usine, que le

groupe Nisshin OilliO possède à Isogo, gracieuseté de l'Association des transformateurs de graines oléagineuses du Japon. L'huile est fabriquée à base de graines oléagineuses, puis embouteillée dans cette usine. Durant sa visite, la sénatrice Buth s'est entretenue avec le directeur de l'usine, M. Yasushi Kawarasaki, de l'importance du canola canadien sur le marché japonais. M. Kawarasaki explique que le groupe achète habituellement son canola du Canada. Cependant, en raison des problèmes de transport ferroviaire survenus l'hiver dernier dans l'Ouest du Canada, une partie du canola transformé en janvier et février 2014 a été acheté en Australie. La sénatrice Buth fait état des mesures prises par le gouvernement du Canada pour atténuer les problèmes de transport. Elle se dit franchement impressionnée par le système utilisé dans les usines de transformation des graines oléagineuses pour décharger et triturer le canola, ainsi que pour raffiner, embouteiller et emballer l'huile pour le consommateur, exprimant son souhait de visiter à nouveau l'usine en compagnie d'un grand groupe de parlementaires.

## **Conclusion**

Le Parlement du Canada et la Diète du Japon entretiennent des relations privilégiées, enrichies par des visites comme les visites annuelles des coprésidents. Ces dernières permettent aux deux institutions de reconnaître l'importance du partenariat nippo-canadien et d'acquérir une meilleure compréhension des questions d'actualité. Cette visite des coprésidents du Groupe interparlementaire à Tokyo s'est avérée une occasion en or de renforcer les liens déjà établis avec le Japon, mais aussi d'en tisser de nouveaux. Elle a de plus permis aux coprésidents d'engager avec leurs homologues les discussions nécessaires en vue de la planification et de l'organisation de la 19<sup>e</sup> réunion bilatérale au Canada.

Un résumé des frais de déplacement est annexé au présent rapport.

Respectueusement soumis,

L'honorable David Tkachuk,  
sénateur, Coprésident du Groupe  
interparlementaire  
Canada-Japon

M. Mike Wallace, député  
Coprésident du Groupe  
interparlementaire  
Canada-Japon

## Dépenses de voyage

<b>ASSOCIATION</b>	Groupe interparlementaire Canada-Japon
<b>ACTIVITÉ</b>	Visite annuelle des coprésidents au Japon
<b>DESTINATION</b>	Tokyo, Japon
<b>DATES</b>	Du 23 au 26 avril 2014
<b>DÉLÉGATION</b>	
<b>SÉNAT</b>	L'honorable JoAnne Buth, sénatrice, coprésidente du Groupe interparlementaire Canada-Japon (GICJ)
<b>CHAMBRE DES COMMUNES</b>	Mike Wallace, député, coprésident du Groupe interparlementaire Canada-Japon (GICJ)
<b>PERSONNEL</b>	M. Michel Marcotte, secrétaire administratif
<b>TRANSPORT</b>	<b>22 301,90\$</b>
<b>HÉBERGEMENT</b>	<b>2 446,13\$</b>
<b>HOSPITALITÉ</b>	<b>330,75\$</b>
<b>INDEMNITÉS JOURNALIÈRES</b>	<b>1 167,11\$</b>
<b>CADEAUX OFFICIELS</b>	<b>574,88\$</b>
<b>DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION</b>	<b>2 125,22\$</b>
<b>TOTAL</b>	<b>28 945,99\$</b>